

[24] MÉDITERRANÉE



## Un juge face à la meute

Baltasar Garçon pourrait être suspendu de ses fonctions. Accusé d'abus de pouvoir dans l'enquête sur les républicains disparus sous Franco, le sort du célèbre magistrat ravive les tensions en Espagne.

Par Geoffrey Dirat

Tourmente. Garçon a beaucoup d'ennemis. Va-t-il en payer le prix ?  
Photo: AFP

### Tableau de chasse

Symbole d'une justice têtue et courageuse, Baltasar Garçon a fait trembler quelques grands de ce monde au nom de la « justice universelle ». À son tableau de chasse : le vieux dictateur chilien Augusto Pinochet, qu'il voulait entendre sur la torture et la mort de citoyens espagnols suite à son coup d'État en 1973, l'ex-secrétaire d'État américain Henri Kissinger, qu'il souhaitait interroger sur l'Opération Condor. Ou encore des militaires argentins, qu'il désirait poursuivre pour génocide. Sur ses terres, le magistrat s'est illustré par sa lutte acharnée contre le trafic de drogue et les terroristes de l'ETA. En octobre 2002, c'est lui qui suspendit pour trois ans les activités du parti Bata-suna. C'est aussi lui qui mena les enquêtes sur Al-Qaïda après les attentats de Madrid. Autres faits d'armes remarquables, il dénonça l'implication du ministre de l'Intérieur socialiste, José Barrionuevo Peña, dans l'affaire des « Groupes antiterroristes de libération ». Il enquêta également sur Jesús Gil, l'ancien maire de Marbella et propriétaire de l'Atletico de Madrid, qu'il suspectait de corruption. Cerise sur le gâteau, en avril 2001, le juge s'est payé le luxe de demander au Conseil de l'Europe l'exclusion du président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, soupçonné de malversations en Espagne via sa chaîne Telecinco. ◀ GD

**Grandeur et décadence. Héraut d'une justice irréprochable,** Baltasar Garçon a poursuivi sans vergogne les puissants, terroristes, cols blancs et gros bonnets de la pègre. En 22 ans de carrière à l'Audience nationale, la plus haute juridiction pénale d'Espagne, il s'est forgé une réputation d'homme honnête et loyal. Fonceur, certes un brin mégalo, mais foncièrement intègre, le célèbre magistrat a recruté ses ennemis de tous bords. Dans tous les camps : à gauche comme à droite, ils peuvent à présent pousser un ouf de soulagement. Garçon va quitter son cabinet d'instruction. Par la petite porte, et bien malgré lui.

**PURULENT.** Dans l'attente de son procès, ses pairs devraient le suspendre aujourd'hui de ses fonctions. Une procédure automatique pour tout magistrat accusé de « prévarication », une sorte d'abus de pouvoir judiciaire. Le juge Garçon est la cible d'une plainte déposée par le syndicat Mains Propres, la Phalange espagnole et le groupuscule Liberté et Égalité, trois mouvements proches de l'extrême-droite. Ils lui reprochent d'avoir monté « un artifice juridique » pour mener son enquête inachevée sur les disparitions forcées de 114 000 républicains au cours de la guerre civile (1936-1939) et de la dictature franquiste (1939-1975). Le magistrat aurait sciemment violé la loi d'amnistie générale votée en 1977 au

nom de la réconciliation. Il encourt une peine de 10 à 20 ans d'interdiction d'exercer. Autant dire la fin de sa carrière. Dans une Espagne où la plaie du franquisme reste purulente, l'affaire Garçon ravive les tensions historiques entre gauche et droite. En pleine polémique, José Blanco monte au créneau. Ministre de l'Équipement et numéro 2

**Dans une Espagne où la plaie du franquisme reste purulente, l'affaire Garçon ravive les tensions historiques entre gauche et droite.**

du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), il ne comprend pas que « des phalangistes puissent asseoir sur le banc des accusés celui qui s'est efforcé de réhabiliter la mémoire des victimes de la dictature ». Partisan de ne « pas rouvrir les vieilles blessures », le Parti populaire (PP) soutient les plaignants. Et s'en prend au gouvernement, le chef de l'opposition Mariano Rajoy dénonçant une campagne « antidémocratique » doublée d'une tentative « d'intimidation de la justice ».

**DEUX ESPAGNES.** Le futur procès du magistrat fait également ressurgir le spec-

tre des deux Espagne. Selon un récent sondage, 68 % des électeurs estampillés à gauche sont opposés à son renvoi devant le Tribunal suprême, alors que 68 % des sympathisants de la droite s'y montrent favorables. Le juge le plus connu du pays aimerait lui calmer le jeu. « Il croit que les manifestations de soutien populaire en sa faveur, qu'il ne contrôle pas, lui portent préjudice », a précisé un de ses avocats, ajoutant que son client « ne se sent pas persécuté ». Et pourtant. En plus de l'enquête sur le franquisme, deux autres procédures ont été ouvertes contre Baltasar Garçon. Les deux pour « prévarication ». Le magistrat doit s'expliquer sur les 302 000 dollars de la banque Santander, qu'il a touchés en paiement de ses conférences aux États-Unis, avant d'abandonner une plainte visant le patron du premier groupe bancaire espagnol. Il devra bientôt aussi se défendre d'avoir ordonné des écoutes téléphoniques dans le cadre d'une affaire de corruption visant des dirigeants du PP. Dans les trois dossiers, le parquet avait demandé le classement sans suite des plaintes, sans être suivi par le tribunal, qui décida d'ouvrir les enquêtes. Entre « acharnement judiciaire », selon ses supporters, et « remise en place justifiée d'un égocentrique », pour ses détracteurs, Baltasar Garçon considère que ces « trois fronts coordonnés » sont destinés à l'éliminer. ◀